

Parlement européen

Bruxelles

10 octobre 2007

« Les enjeux géopolitiques et économiques au Kosovo »

Organisateurs :

- Ivana Bacvanski, Nedzmedin Neziri, Alexis Troude
« Collectif Citoyen pour la Paix au Kosovo-Métochie »

- Patrick Louis et Paul-Marie Coûteaux, députés européens
Groupe « Indépendance et démocratie »

I- Situation géopolitique

1- Un territoire riche en minerais

Situé dans une région de moyennes montagnes, à l'ouest des Balkans, le Kosovo est frontalier de la Macédoine, de l'Albanie, de la Serbie et du Monténégro. C'est un véritable carrefour entre la mer Adriatique, la mer Egée et la mer Noire. Le Kosovo-Métochie s'étend sur 10 887 km² et est formé des plaines du Kosovo à l'est et des hauts plateaux de la Métochie à l'ouest ; celle-ci s'appuie sur les massifs montagneux du Prokletije et de Šar Planina, qui culmine à 2 640 m.

Le Kosovo est aussi l'une des régions les plus riches d'Europe en charbon, mais aussi en plomb et en zinc. La réserve du bassin de Kopiliq est estimée à plus de 12 millions de tonnes, soit la 4^e réserve mondiale de lignite : cela lui permet depuis 2004 d'exporter de l'électricité aux pays voisins de la Serbie. La mine de Trepča, avec ses 7,5 millions de tonnes de réserve de minerai, fournit encore du plomb, du zinc et du cuivre avec des teneurs exceptionnelles (20% pour le plomb contre 0,9 % en moyenne dans le monde. On trouve également au Kosovo de l'argent, de l'or, du nickel de la bauxite et du manganèse.

2- 22 nationalités touchées par le chômage

Le Kosovo-Métochie rassemble 1 956 000 habitants, qui se répartissent en 21 nationalités. Ses habitants sont majoritairement Albanais (86% selon le dernier recensement de 1991), mais il y a

135 000 Serbes, 80 000 Roms, 60 000 Bochniaques et de nombreuses autres communautés comme les Turcs, les Egyptiens ou les Croates.

Mais cette population, dont la moitié a moins de 19 ans, est fortement touchée par le chômage : il concerne 47 % de la population active et est majoritairement de longue durée. Les deux-tiers des moins de 24 ans sont frappés par le chômage ; or dans une région qui connaît le plus haut taux de fécondité en Europe, cela présente des risques encore plus grands à l'avenir. Par ailleurs, 69 % des femmes ne travaillent pas, et la proportion est de 95% chez les citadines de moins de 24 ans.

3- Une province sous administration de l'ONU

Province autonome de la république de Serbie, le Kosovo-Métochie possède depuis 1968 une Assemblée provinciale et l'usage officiel de deux langues, le serbe et l'albanais. Depuis les accords de Kumanovo signés en juin 1999, la résolution 1244 de l'ONU fixe le statut de cette région. Le Kosovo-Métochie reste une province autonome à l'intérieur de la Serbie, mais sous administration internationale. La MINUK, ou Mission des Nations-Unies pour le Kosovo, administre cette province grâce à des préfets qu'elle a nommés : des hôpitaux à l'éducation en passant par la reconstruction économique, elle impose ses normes administratives aux autorités de Belgrade. Mais parallèlement à la MINUK, une administration municipale et provinciale albanaise gère les affaires locales ; depuis fin 2004, un transfert de compétences de la MINUK vers les autorités albanaises s'opère progressivement.

4- Une protection de l'OTAN inefficace

Sur le plan de la sécurité, la KFOR, ou force de l'OTAN pour le Kosovo-Métochie, réunit en 2007 16 500 soldats répartis en plusieurs contingents – cinq zones données chacune à une puissance. Au nord sont installées les forces françaises (Mitrovica), à l'ouest les forces italiennes (Djakovica), au centre les forces britanniques (Priština), au sud-ouest les Allemands (Prizren) et au sud-est les Américains (Gnjilane). Huit ans après l'installation de la KFOR et de la MINUK, quel est le bilan sur le plan sécuritaire ? Force est de constater l'inefficacité de troupes militaires qui n'arrivent pas à accomplir la tâche de police qui leur est assignée.

A MITROVICA-NORD, l'omniprésence des soldats de la KFOR pourrait faire croire à un danger permanent. **Terrasses de café** occupées par des bataillons français dès le matin, patrouilles par groupes de trois de la KFOR allemande ou autrichienne dans les faubourgs les plus reculés, sans intérêt stratégique, **déploiement de véhicules blindés** aux carrefours importants. Il n'est pas rare de voir débarquer minuit passé dans un pub de la ville un bataillon belge, comme en pays conquis mais ayant une crainte infondée de la population, fusil en bandoulière et maintenu en position de tir.

Malgré ce déploiement de force inconsidéré, le chef de la MINUK à Mitrovica-Nord, **Jaroslav Kozak**, nous confie humblement qu'après huit ans de présence dans la ville il ne peut pas faire grand chose.

Devant les trois tours multiethniques de la ville, placées côté serbe, **le gendarme français**, assisté de son acolyte pakistanais, avoue son inutilité : "On est là en quelque sorte pour le fun !".

La conséquence de cette inefficacité de la présence internationale se fait ressentir sur le plan sécuritaire. Le 13 août 2003, des extrémistes albanais mitraillaient sans raison un groupe d'adolescents serbes se baignant aux abords du village de **Goraždevac**, tuant les jeunes Ivan Jovanović et Pantela Djakić. Or cela n'est qu'un exemple d'actes terroristes contre la population non-albanaise perpétrés depuis l'été 1999 sur tout le territoire du Kosovo : grenades lancées de nuit sur des maisons, attaques de convois sur les routes, kidnapping. Entre le **17 et le 18 mars 2004**, des émeutiers prennent pour cibles la communauté serbe dans toute la province et font 22 morts, 900 blessés et plusieurs centaines de maisons sont brûlées. Depuis, plus aucun Serbe ne vit à Prizren, la seconde ville du Kosovo. Début septembre 2007, en une semaine, les extrémistes albanais ont attaqué à trois reprises des maisons serbes à la grenade autour de la ville de Gnjilane.

II- Une situation sociale et économique très en-dessous des normes européennes

1- Une faillite économique

A- Investissements et efforts de la communauté internationale

Entre 1999 et 2003, quelque **2,2 milliards de dollars d'aide internationale** ont été donnés au Kosovo. Le problème est que cette aide internationale s'est ralentie après 2002 . Or le montant et le rythme des investissements privés est décevant. Depuis 2000, seuls **30 millions d'euros** ont été investis dans l'économie du Kosovo. L'incertitude qui plane sur les politiques économiques, la lourdeur administrative et des différences régionales marquées par les autorités locales empêchent les investisseurs de s'impliquer davantage.

Mais ces investissements privés sont **très bien ciblés**. Ces richesses minières qui intéressent au plus haut point les investisseurs étrangers ne sont pourtant pas toutes exploitées avec la même intensité. Les *mines de zinc* ont déjà un marché régional intéressant et un fort potentiel à l'exportation. Des pays acheteurs comme la Russie, l'Italie et l'Allemagne qui seraient déjà intéressés par un redémarrage des mines de *magnésium et de nickel*. La **privatisation** à ce jour de 24 entreprises au Kosovo—surtout dans le domaine énergétique- a été suspendue en 2004 car la « *Kosovo Trust Agency* » (KTA) chargée de ces opérations permettait aux investisseurs de racheter des firmes sans prendre en charge les dettes contractées. De plus, il ya encore une confusion des rôles entre la KTA qui reste le véritable propriétaire des installations et le « *Ministères des Finances et de l'Economie* » du Gouvernement provisoire, lequel accorde les fonds publics.

B- Obsolescence du secteur énergétique

Le secteur énergétique se trouve actuellement au Kosovo-Métochie dans une situation dramatique. Les deux centrales électriques de cette province ne peuvent à l'heure actuelle garantir la fourniture d'électricité aux 2 millions de Kosovars, ce qui provoque de **nombreuses coupures** quotidiennes : en 2003, 90 jours sur l'année en moyenne. Seule la centrale « Kosovo B » est en train d'être réhabilitée, avec un financement de l'UE. Ainsi, dans l'enclave serbe de **STRPCE**, rattachés à la centrale thermique du KEK contrôlée par les Albanais, les habitants doivent se débrouiller avec de l'électricité fournie trois fois une heure dans la journée. Le chauffage électrique a été remplacé ces dernières années par le chauffage au bois, mais cela n'a pas empêché certains immeubles d'être privés de chauffage l'hiver dernier. Enfin, l'industrie du bois et complexes hôteliers de ce qui reste le plus beau domaine skiable de Serbie tournent au ralenti.

C- Un exemple d'échec industriel : le complexe minier de Trepča

Le complexe minier de Trepča est un bon exemple d'une structure au redémarrage lent, où des investisseurs peu scrupuleux pourraient profiter d'une situation sociale tendue. Dans les années 1970, c'était un des plus grands complexes miniers d'Europe. Sur 9500 *ouvriers* enregistrés en 2000, seuls 4000 reçoivent des salaires aujourd'hui, a fortiori de façon irrégulière. La situation est désolante : *wagons de marchandises* bloqués depuis 1999, *chaudrons rongés* par la rouille et *bâtiments* portant les stigmates d'affrontements à l'été 1999 entre les ouvriers et les soldats bengalis et pakistanais de l'ONU.

Dans l'attente d'un repreneur, pour maintenir une activité, le combinat s'est tourné depuis 2001 vers le **recyclage de métaux usés**, ce qui permet à plusieurs centaines d'ouvriers de maintenir la fiction d'un emploi – en fait un chômage technique payé 30 euros par mois. Le contraste est saisissant avec la présence dans les bureaux et sur le site industriel de **dizaines d' "experts"** finlandais, allemands, croates, en cravate et dossier à la main, payés 3 à 4.000 euros par mois pour donner des avis qui pour l'instant ne sont appliqués. Sans parler de la **catastrophe écologique** qui ne semble pas inquiéter la communauté internationale : 300 tonnes au bas mot de lignite s'écoulant à la moindre pluie sur la Bistrica.

D- Postes et télécommunications coupées entre Serbie et Kosovo

Les services *postaux, télégrammes et de reversement de pensions* ne fonctionnent pas entre la Serbie centrale et le Kosovo. Il n'y a **aucun contact entre les anciennes PTT** de Serbie et les nouveaux PTK kosovars formés en 2001; par exemple, on ne peut d'un bureau de Pristina appeler à Pristina qui est à 3 km. A Velika Hoca, pour maintenir **l'artifice d'un Etat unique**, les PTT du "Kosova" (terme albanais pour le Kosovo) ont installé un bureau de poste, mais où les appels téléphoniques vers la Serbie centrale passent par la Suisse et le courrier expédié de France arrive plus rapidement que de Belgrade.

Aucun échange en devises ou aucune transaction bancaire ne peut se faire entre Kosovo et Serbie.

2- Une situation sociale et culturelle préoccupante

36 % de la population vit sous le seuil de pauvreté (1,65 dollars par jour et par habitant) et le Kosovo a le taux de mortalité infantile le plus élevé d'Europe.

A- Transports : de fortes restrictions à la circulation

Les autocars de l'UNMIK étaient utilisés jusqu'en janvier 2005 ; depuis, ce sont les autorités du Ministère des Transports des Institutions du Kosovo qui s'en chargent. Des autocars kosovars traversent les enclaves, mais il est risqué de les emprunter et de voyager par ce moyen de transport, car il n'y a aucun mélange entre Albanais et non-Albanais. Certaines lignes privées serbes depuis 2000 vont de Gracanica à Belgrade ou bien de Strpce à Belgrade, mais sans le droit par exemple pour cette dernière de s'arrêter à la gare routière de Gnjilane.

Pristina-Gracanica : Il n'existe pas encore de ligne régulière publique entre Pristina et Gracanica. Il y a des **transports publics** organisés par la municipalité de Pristina pour les Albanais, mais pas pour les Serbes ni pour les autres minorités ethniques.

Velika Hoca-Orahovac : Cela fait des années que les **viticulteurs serbes** n'osent plus aller travailler dans les vignobles environnants car, en 2000 et 2001, trois d'entre eux ont été assassinés sur ces collines. Résultat, plus aucun Serbe ne va à pied jusqu'à Orahovac depuis cette date. **Camions de marchandises** caillassés sur leur passage en venant de Pristina, alors que les convois de la KFOR ne les accompagnent plus depuis 2003.

Gnjilane/Musnikovo : Quelques rares Serbes, surtout des vieillards, sont timidement revenus, mais à voir l'empressement de ces trois familles serbes que nous connaissions à descendre de l'autobus, au bord de la route en dehors du village, pour se rendre chez elles en catimini, nous sentons leur crainte des radicaux albanais. Genre de scène répétitive, où les bus serbes n'osent plus rentrer à la gare routière et embarquent en moins de trente secondes, à l'extérieur du village dans le silence.

B- Une offre de santé inégale

Strpce : Dans une ancienne école a été créé un centre de soins dès 2000, qui fonctionne depuis deux ans seulement avec un groupe électrogène. Des **soins gratuits** y sont prodigués qui attirent les Albanais des villages environnants. Une **affiche de "Pharmaciens sans frontières"** placardée à l'entrée nous a intrigués. L'employée chargée de distribuer les médicaments nous a courtoisement expliqué que l'ONG française avait distribué en 2000 et 2001 un *stock non négligeable*, mais plus rien

depuis, comme si la situation ne le nécessitait plus ; ou bien que la communauté internationale, ONG comprises, prévoyait depuis 2001 *l'évacuation de ces enclaves*.

Gracanica : Un nouveau dispensaire a été récemment construit, où patients et médecins de toutes nationalités se côtoient.

Velika Hoca : De peur de ne pas être bien soignés, les habitants doivent traverser presque toute la Métochie pour aller se faire soigner à Pristina, voire à Mitrovica-Nord – plus de 80 km de petites routes. Les maris ont pris l'habitude d'envoyer leurs femmes enceintes un mois avant le terme, mais il arrive que la naissance se fasse dans la souffrance avant terme.

C- Ecoles : une ségrégation de fait

Le Ministère de l'Education de Pristina a imposé l'albanisation des cours en primaire en 2006.

Sivinje/Shivinjan : Le maire bochniaque a refusé l'albanisation de l'enseignement afin de maintenir la cohésion dans son village entre communautés bosniaque et serbe, parlant toutes deux le serbo-cro.

Musnikovo/Mushnikovë : Aucun cours dans les langues non-Alban. (bochniaque ou serbo-croate)

Mlike : Une école privée existe dans une ancienne villa où l'enseignement ne suit pas les programmes d'histoire dictés par Pristina, mais comme avant 1999, se fait autour du respect de la culture gorani .

Pristina : Plus aucun cours à l'Université ne se fait en serbe ou en turc : les étudiants serbes sont allés se réfugier à Mitrovica, alors que les Turcs partent soit en Bosnie soit en Turquie.

Toponymie rebaptisée: Les noms serbe, rom ou bochniaque sont systématiquement rebaptisés par les Institutions Provisoires de Pristina. Ainsi Ferizaj pour le nom serbe d'Urosevac ou Skenderaj pour Srbica. . Dragas, ville historique des Goranis reconnue pendant la période communiste, a été rebaptisée Sharri par les Albanais.

III- Les implications stratégiques du syndrome kosovar

1- Un jeu d'intérêts complexe

A- Concurrence entre les bases américaines et les alliés de l'UE

L'UE a intégré la Slovaquie dans son giron en 2004, et depuis trois ans l'armée slovaque est restructurée selon les critères euro-atlantiques. En FYROM (ex- République Yougoslave de Macédoine), l'UE dispose d'une force militaire de 3000 hommes depuis 2001. Cette timide et graduelle présence de l'UE est contrebalancée par une forte implantation dans les Balkans de **bases militaires américaines**. Depuis 1999, la stratégie du gouvernement américain est de transférer dans les Balkans l'essentiel de ses forces afin de mieux pouvoir s'orienter vers le Moyen-Orient. Dans ce marché très clair avec ses alliés balkaniques, les USA encerclent les pays, comme la Serbie, récalcitrants à leur politique impériale. Au moment même des bombardements de mars 1999 sur la Serbie, les USA inauguraient la base de Szegedin à la frontière Hongrie/Serbie. En Bulgarie, deux bases ont été construites par l'armée américaine depuis 2001, et une troisième est en négociation. Mais encore plus caractéristique, pas moins de quatre bases US ont été implantées sur le territoire de la Roumanie en cinq ans (2002-2007), dont deux sur le verrou de Constantza (interface Rhin/Main/Danube et Mer Noire). Sans oublier le véritable camp retranché qui est, 12 ans après la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine, durablement installé à Tuzla.

Base de Bondsteel à l'intersection des axes d'influence USA/Russie/Islam

La base principale de l'armée américaine dans les Balkans est située près d'Urosevac, dans le secteur Est du Kosovo. Construite à partir de 1999, elle couvre 750 hectares, et peut abriter jusqu'à 7000 soldats. Elle est constituée de 300 bâtiments en dur, 25 km de routes asphaltées, 52 pistes d'envol, 55 hélicoptères (12 Apaches) et est défendue par un mur d'enceinte en ciment de 14 kilomètres de long et de 6 mètres de hauteur.

La base de Bondsteel est l'exemple même du **complexe militaro-industriel américain**. Construite par la société privée « BROWN and ROOTS SERVICES », un temps dirigée par Dick Cheney, elle est le 1^{er} employeur du Kosovo avec 20 000 emplois indirects. Bondsteel est également une véritable ville, avec son down-town, ses banlieues, ses cinémas et ses églises ; on y trouve notamment un Burger King, ainsi que le plus grand hôpital militaire d'Europe

Pour élargir la problématique, il faut savoir que « BROWN and ROOTS SERVICES » a investi en 1999 180 millions dollars avec Hongrie, Bosnie et Bulgarie. Pour **Donald Rumsfeld**, ex-Secrétaire à la Défense. « *Il ne s'agit pas de dépenses mais d'investissements. Vous - les forces US dans le monde- ne pesez pas sur notre économie, vous êtes le socle de sa croissance.* ». En fait, avec Bondsteel, c'est une présence à long terme des USA dans les Balkans qui s'esquisse. **Bryan Hopkinson**, directeur pour le Kosovo de l'ICG, dit en novembre 1999 : « *Cette base est une réponse au besoin de présence dans les Balkans, qui se fera ressentir dans plusieurs années* ».

Assez grande pour accueillir un nombre croissant de soldats US, Bondsteel est une plate-forme de départ pour une future intervention militaire US dans la région. En cas de crise en Macédoine ou au Monténégro voisins, les forces américaines pourraient intervenir plus rapidement.

B- Le Kosovo comme couloir énergétique et cœur d'un système d'alliance

Véritable entonnoir lorsqu'on observe les vallées de Métochie et leur barrière du Kosovo du point de vue centre-européen, la province s' « ouvre » au **corridor VIII** à travers sa façade tournée au Sud vers la Macédoine. Lorsqu'on sait que le Kosovo-Métochie regorge de minerais rares comme le tungstène ou le zircon utile aux têtes de missiles ou de bombes, on comprend mieux l'intérêt porté par les Etats-Unis à l'axe Burgas/Dürres. A l'Est, dans la basse-Morava, le **corridor X** draine déjà dans un sens Nord/Sud des flux commerciaux vitaux pour la Macédoine ou la Serbie. A l'ouest, le **corridor IV** Bucarest-Trieste aiguïse les appétits des Russes. L'intersection entre les corridors IV, VIII et X, le Kosovo est au cœur d'un réseau de première importance.

Les USA dans le jeu balkanique. En même temps, les USA donnent une **récompense** aux Etats ou peuples qui se sont montrés récemment reconnaissants de l'aide américaine. On pense ici à l' « **axe vert** » Turcs de Bulgarie / Albanais de Macédoine, du Kosovo et d'Albanie / Bosniaques de Bosnie. Il faut savoir que les Albanais tiennent le Ministère de l'Economie de l'ARYM et bénéficient depuis 2003 d'une large autonomie au Nord-ouest de la Macédoine ; ils sont également à la tête des instances provinciales du Kosovo séparée par une frontière militaire avec la Serbie. **Sevdije Ahmeti**, militant des droits de l'homme albanais, a dit que « *les Albanais sont le seul peuple à aimer l'OTAN de tout cœur* »¹. **Drapeaux albanais et US**

Kosovo comme projection au Moyen-Orient. A l'intersection des axes Mer Adriatique/Mer Noire et Danube/Mer Méditerranée. La forte présence américaine **contrecarre les ambitions des Russes** et du monde arabe sur la région. En janvier 1999, l'éditorialiste du « Washington Post » déclarait sans ambages que « *Le Moyen-Orient devenant de plus en plus fragile, nous allons avoir besoin de bases et de droits de survol aérien dans les Balkans pour protéger le pétrole de la mer Caspienne* ». Bondsteel aurait été conçu pour **remplacer la base aérienne d'Aviano** (Italie), dans le cadre d'une réorientation de la stratégie américaine autour de la Mer Noire.

2 - Enchaînements en cascade

A- Deux Etats pour un peuple

Région sans précédent historique, 1° fois séparation reconnue en temps de paix

Pour la première fois dans l'histoire contemporaine, un peuple, les Albanais, aurait deux Etats, l'Albanie et le Kosovo. En outre, le Kosovo, qui n'a jamais été un Etat dans son histoire mais une partie d'Etats

albanais (l'Illyrie) ou serbe (empire du Tsar Dusan), se verrait doter de tous les organes d'un Etat moderne par séparation de celui auquel il appartient, la Serbie : là aussi, pour la première fois depuis 1945, une scission d'un territoire sans précédent étatique dans l'histoire, serait reconnue en période de paix. Enfin, l'indépendance octroyée aux dirigeants des Institutions Provisoires de Pristina équivaldrait à donner un satisfecit à une politique calamiteuse menée par des criminels de guerre, ce qui ne s'est jamais vu dans l'histoire contemporaine. En effet, le Premier ministre actuel, Agim Ceku, a été poursuivi par Interpol en 2003 et 2004 pour assassinat de civils durant la guerre du Kosovo de 1998 ; le Kosovo est la plaque tournante de l'esclavage sexuel et du trafic de drogue en Europe -80 % de l'héroïne y transite-.

Reconnaissance de la politique de la terreur des extrémistes albanais

Depuis la mise sous tutelle de la MINUK de la province méridionale de la Serbie, le bilan humain est désastreux. Entre 1999 et 2004, sur les 250 000 Serbes, Tziganes, Goranis et Turcs chassés du Kosovo après les accords de Kumanovo, seuls 5 800 ont pu revenir dans leurs foyers. 1 197 non-Albanais ont été assassinés, 1138 kidnappés. Plus de 150 églises et monastères orthodoxes ont été détruits, et 40 000 maisons brûlées ou détruites à l'explosif par les extrémistes. Résultat : **80 % de son territoire** exclusivement par les Albanophones, contre 53 % en 1991.

Le grignotage du territoire par les extrémistes albanais s'accroît. Les trois grandes villes du Kosovo-Métochie ont été épurées de leur population serbe : Priština est aujourd'hui vide des 40 000 Serbes que comptait la ville en 1999, tout comme le sont Peć et Prizren. **Serbes repoussés au nord de l'Ibar** selon une logique implacable : après les grands centres du *sud* (Prizren) et de *l'est* (vallée de la Drenica) dans les années 2000-2002, à partir de 2003 a été procédé à l'épuration des Serbes du *cœur* de la plaine du Kosovo-Métochie, au carrefour des grands axes de communication. Les 17 et 18 mars 2004, un déferlement de violence inouï organisé par les terroristes albanais aboutit à un bilan dramatique : 19 morts, 900 blessés, 700 maisons et trente églises détruites, 4000 personnes chassées de chez elles.

B- Soutien américain aux irrédentismes musulmans

Bosnie

Dans la Fédération croato-musulmane de Bosnie-Herzégovine, les autorités américaines envoient dès 1994, alors que le conflit bosniaque n'était pas terminé, des instructeurs militaires et des vétérans US officiant pour plusieurs groupes de sécurité privés. Entre 1995 et 2001, plusieurs centaines de moudjahiddins venus de Jordanie ou d'Arabie saoudite pendant le conflit restent dans la Fédération croato-musulmane et se voient même attribuer des passeports bosniaques (1995-2001) ; or les autorités US n'entament aucune poursuite à leur encontre. Ce n'est qu'après 2001 et les événements du 11 septembre que les USA font pression sur les autorités de Sarajevo pour poursuivre, parmi ces

vétérans islamistes du conflit bosniaque, quatre d'entre eux qui ont collaboré aux événements du World Trade Center.

Sandzak

D'autre part, **un arc de tensions** se développe depuis quelques années de part et d'autre du Kosovo. Au Sandjak, couloir stratégique de 8873 km² reliant le Kosovo à la Bosnie, une guérilla politique oppose parfois violemment les représentants des deux partis musulmans, le Parti d'action démocratique (SDA) prônant **un rattachement à la Bosnie** voisine, au Parti démocratique du Sandjak (SDP) plus légaliste vis-à-vis de Belgrade. Le terrorisme islamiste a fait son apparition en 2007. Après la guerre de Bosnie (1992-1995), certains groupes de moudjahidin afghans et arabes avaient trouvé refuge au Sandjak. Après plusieurs années d'attente, les **groupes wahhabites** sont passés à l'action au printemps 2007 et la police serbe a démantelé un camp d'entraînements militaire et une cache d'armes autour de Novi Pazar, arrêtant 5 Jordaniens.

Vallée de Presevo

Située au sud de la Serbie à l'intersection des corridors VIII et X, une guérilla albanaise maintient la pression contre la police serbe. Le 24 février 2003, à 10 km de Bujanovac, le policier Milan Vujović était tué en patrouille sur une mine ; fin octobre 2005, une explosion éclatait dans le centre de Preševo, revendiquée par un groupe armé albanais. Le **rattachement au Kosovo** est porté par tous les partis albanais de la vallée qui proposent un marché : en cas de partition du Kosovo, sa partie septentrionale donnée aux Serbes permettrait aux Albanais de Preševo d'être rattachés au nouvel Etat kosovar. En cas de heurts entre les deux forces militaires, les liens avec la Macédoine et la Grèce seraient **coupés pour la Serbie**, à l'endroit où le corridor européen X est vital pour la survie de l'économie serbe.

3- Un précédent historique

L'indépendance en temps de paix d'un Kosovo à la situation économique et sécuritaire non-réglée, et sans précédent étatique dans l'histoire, serait un précédent dans toute l'histoire contemporaine européenne. L'effet-domino pourrait déstabiliser plusieurs régions en Europe. Par effet de levier, les **Serbes de Bosnie** pourraient automatiquement demander leur indépendance. Dans les Balkans occidentaux, les **Albanais de Macédoine et du Monténégro** pourraient légitimement demander leur scission de ces deux pays pourtant récents et en pleine transition politique. En Europe centrale, la forte **minorité hongroise**, disposant déjà d'une large autonomie en Roumanie et en Slovaquie, pourrait passer à un mouvement sécessionniste. Enfin sur ses confins, la Russie demanderait la scission de l'**Abhazie** et de l'Ossétie du sud, ce qui déstabiliserait fortement la Géorgie ; sans penser aux éventuelles séparations de la **Crimée** et de la **Moldavie** respectivement d'Ukraine et de Transnistrie.

Or cette boîte de Pandore ouverte en Europe orientale pourrait avoir des effets déflagrateurs en Europe de l'Ouest. Les **Catalans** et les **Basques**, dotés eux aussi d'une large autonomie dans leurs provinces, pourraient passer au stade supérieur et se séparer de l'Espagne. En Belgique, l'unitarisme déjà fortement mis à mal pourrait être balayé par la scission des **Flandres**. En France, la question **corse** ou **bretonne** risquerait d'être ravivée.